

NOTE D'ANALYSE**RENOUER LE DIALOGUE
ET REPRENDRE EN
MAIN LA TRANSITION
AU MALI**

DÉCEMBRE 2022

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans la nuit 18 au 19 août 2020, deux ans après sa réélection pour un second mandat, Ibrahim Boubacar Keita annonce sa démission, celle du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée nationale. Pendant plusieurs mois le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), un regroupement hétéroclite de partis politiques et d'organisations de la société civile, réclamait son départ. C'est finalement un groupe d'officiers de l'armée malienne qui viendra parachever la fin d'un pouvoir à bout de souffle.

La mise en place de la transition a suscité un grand espoir au sein d'une frange importante de la population malienne, lassée d'une décennie de crise sur fond de propagation de l'insécurité et de massacres répétés de civils. Cet espoir renouvelé qui s'est accompagné de nouveaux choix notamment en termes de partenaire stratégique, les changements restent jusqu'ici limités. Au plan interne, depuis l'installation de la transition, il y a un très fort attentisme d'une partie des Maliens vis-à-vis des autorités de la transition qui ont bénéficié d'un soutien populaire depuis la mi-janvier 2022. En dehors du consensus collectif sur la question du soutien à la transition, le contexte socio-politique malien actuel se caractérise par une réduction de l'espace civique sur fond d'arrestations, perçue comme une stratégie visant à bâillonner toute voix tentée de tenir des propos contradictoires à la position défendue par les autorités de transition. Les frustrations sont ravalées par la peur : non seulement celle de l'autoritarisme direct, mais aussi celle d'être mal jugé par ce consensus collectif.

Sur la scène sociopolitique, outre le découpage entre pro et anti-transition, prévalent des clivages sur des questions au cœur des préoccupations des acteurs maliens – en lien avec la conjoncture sociale, politique et sécuritaire fragile – entre lesquels l'écart ne cesse de se creuser dans un climat de méfiance. Dans une telle configuration, les risques d'une accentuation de la polarisation sont élevés. Alors que l'attente des populations demeure forte quant à la mise en œuvre des réformes pour redresser la gouvernance politique et économique, des acteurs s'interrogent sur le respect du chronogramme de la transition pour un retour à l'ordre constitutionnel à travers l'organisation d'élections crédibles et transparentes.

Au terme de la présente analyse, il apparaît urgent pour les autorités de la transition de donner un nouveau souffle à la gouvernance du pays et de créer les conditions d'un consensus national autour des grandes priorités et missions de la Transition. Sur ce dernier point, l'apaisement du front sociopolitique reste une urgence pour permettre le dialogue et la compétition politique à l'aune des prochaines élections.



SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	05 - 07
<u>Ralliements, polarisation et rétrécissement de l'espace civique</u>	07 - 10
<u>Vers un effondrement des soutiens ?</u>	11- 12
<u>Un contexte de fortes attentes</u>	13 - 17
<u>Les perspectives</u>	17 - 19
<u>Éviter l'escalade</u>	19 - 20
<u>Renouer le dialogue</u>	20 - 21
<u>Engager une dynamique nationale autour de la mise en œuvre du chronogramme de la transition</u>	21 - 22

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AIGE :	Autorité indépendante de gestion des élections
APR :	Accord pour la paix et la réconciliation
CDTM :	Confédération des Travailleurs du Mali
CMA :	Coordination des mouvements de l'Azawad
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNAS :	Convention nationale pour la solidarité africaine
CNPM :	Convention pour le Mali
CNRDRE :	Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État
CNT :	Conseil national de la Transition
CNSP :	Comité national pour le Salut du Peuple
COPAM :	Coordination des organisations patriotiques du Mali
COREMA :	Collectif pour la refondation du Mali
CSTM :	Confédération syndicale des travailleurs du Mali
EIGS :	État islamique dans le grand Sahara (EIGS)
FAMa :	Forces armées maliennes
GPM :	Groupe des patriotes du Mali
GSIM :	Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans
HCIM :	Haut conseil islamique du Mali
MATD :	Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation
M5-RFP :	Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques
IBK :	Ibrahim Boubacar Keïta
OMP :	Opération de maintien de la paix
ONG :	Organisation non gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations-unies
Parena :	Parti pour la renaissance africaine
UNTM :	Union nationale des travailleurs du Mali
URD :	Union pour la République et la Démocratie

Introduction

Le Mali est dirigé, depuis le renversement d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en août 2020, par un attelage politico-militaire dans une atmosphère de suspicion et d'incertitude. Dans le sillage des tensions qui agitent la scène politique depuis le coup d'État militaire de 2012¹, les nouvelles lignes de fractures au sein de la classe politique et de la société civile s'épaississent au fil des mois.

La transition en cours depuis août 2020 a connu une première phase qui s'est caractérisée par la mise à l'écart du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), qui a contesté pendant plusieurs mois le régime d'IBK jusqu'à sa chute. La seconde phase a vu le rapprochement entre le M5-RFP et les ex-membres du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). A travers cette alliance, les auteurs du coup d'État se sont garantis une base politique sur laquelle prospérer tandis que la classe politique traditionnelle est considérablement affaiblie. Depuis, le climat sociopolitique s'est crispé et les tensions se sont accentuées. Cela au fil de l'activisme de groupuscules politiques et d'une place de plus en plus importante accordée à des mouvements de la société civile positionnés comme des soutiens de la transition, et dont certains revendiquent une proximité avec la Russie.

L'arrivée à la Primature du président du comité stratégique du M5-RFP, Choguel Maïga, a entraîné une reconfiguration de l'environnement politico-social, notamment à travers la marginalisation des acteurs appelant à un retour à l'ordre constitutionnel. Sur le plan politique, le dialogue avec les partis bat de l'aile. Le cadre de concertation (regroupant la classe politique et le gouvernement), sous la houlette du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD), ne se réunissait plus. Autre tendance inquiétante, les journalistes et leaders d'opinion font les frais du rétrécissement de l'espace civique². Des « dignitaires » du régime déchu, emprisonnés dans le cadre de la lutte contre la corruption, attendent toujours d'être jugés.

Au demeurant, le sentiment de manque d'inclusivité exprimé par certains acteurs politiques et de la société civile remonte aux concertations nationales tenues en septembre 2020, ayant permis la mise en place de l'architecture de la transition. Au terme de ces assises politiques, les acteurs maliens sont sortis divisés même si certains partis politiques se sont engagés dans un élan d'accompagnement du processus.

Si au début de l'année 2022, les divergences au sein de la classe politique et de

¹ Le 22 mars 2012, une mutinerie des militaires du camp Soundiata Keïta de Kati a abouti à un coup d'État contre le président Amadou Toumani Touré, quelques mois avant la fin de son deuxième mandat.

² Lire « Mali : un expert indépendant de l'ONU constate une amélioration de la sécurité », ONU Info, 22 février 2022

L'opinion est mise de côté, depuis la fin du mois d'octobre des voix commencent à s'élever de plus en plus pour réclamer une meilleure gouvernance de la Transition. Les préavis de grève en cascade - notamment ceux des magistrats, des enseignants, et dans certaines structures sanitaires – annoncent la reprise des tensions sociales et, grand paradoxe, quelques mois après la tenue d'une conférence sociale.

La transition en cours au Mali est-elle annonciatrice d'un nouveau tournant pour le pays à l'image de la « révolution » pour la démocratie en 1991 ? Depuis l'insurrection populaire qui a mis fin au régime du général Moussa Traoré, les revendications autour d'une amélioration de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et des conditions de vie des Maliens sont au cœur des luttes sociales et des différents mouvements sociopolitiques qui ont ébranlé les pouvoirs successifs. À ce sujet, en 1991, la démocratie, traduite en bamanankan par *bèè jè fanga* (« le pouvoir [d'État] pour tous ») a été présentée comme un moyen pour l'amélioration de la justice sociale dans le pays. Après trois décennies de pratique démocratique avec des ruptures, en 2012 et en 2020, de nombreux questionnements existent sur l'avenir du modèle de gouvernance au Mali et sur les compétitions politiques. Enfin, des interrogations subsistent notamment sur les récentes montées de tensions politiques et sociales dans le pays.

Nous proposons ici une réflexion qui mettra en discussion plusieurs éléments. Nous nous intéresserons aux acteurs et organisations qui se revendiquent comme des soutiens à la transition. Nous aborderons les scénarios possibles pour le Mali, comme élément de réflexion sur le positionnement des acteurs. Enfin, nous aborderons les perspectives citoyennes. Il s'agira d'explorer les pistes d'action urgentes induites par le contexte actuel et l'éraïlement du débat politique de fond. L'approche adoptée, pour mener à bien cette analyse, a été de conduire une réflexion multi-située, c'est-à-dire en différents lieux et à différents niveaux à l'échelle du pays.

La méthodologie du jeu d'échelle a permis de mettre en résonance les perceptions et les réflexions des différents acteurs par le « haut » (responsables politiques, civils, et syndicaux, mouvements signataires de l'accord pour la paix de 2015, société civile, acteurs politiques), mais aussi les perceptions et les attentes des populations locales. Le souci du décentrement a été constant dans cette analyse : il s'agissait d'une part de sortir du format stato-centré de la capitale, Bamako, et de mettre en lumière la pluralité des positions d'autre part.

Ce travail triangulaire propose une réflexion élargie au-delà de la métropole bamakoïse. Dans le souci de mener à bien ce jeu de miroir, nous avons pris le parti de restituer, tout au long de cette note, des passages et récits sélectionnés

sur la base de la diversité des propos et des composantes³. Ce parti pris permet non seulement d'enrichir l'analyse, mais également donne l'opportunité à des personnes vivant à des milliers de kilomètres de la capitale malienne de partager leur vécu, leurs attentes et leurs craintes. Il n'a pas été question ici de viser l'exhaustivité, ni de situer une ligne médiane entre les différents récits, mais plutôt de relater telles quelles les opinions et les attentes les plus saillantes relevées auprès des populations rencontrées, et cela au risque parfois de découvrir des écarts considérables entre le haut et le bas, le centre et la périphérie (pouvoir de décision-récepteurs).

Cette note d'analyse repose sur des données collectées au cours de conversations citoyennes (qui ont regroupé de nombreux acteurs politiques, civils, syndicalistes, etc.) complétées par une centaine d'entretiens. Ces derniers ont été menés à Bamako en présentiel et par téléphone à Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal auprès de plusieurs catégories d'acteurs : élus locaux, acteurs de la société civile, économistes, cadres d'Organisations non gouvernementales (ONG). La note tente d'analyser les enjeux, défis et risques de la transition en cours au Mali et adresse des recommandations principalement aux acteurs nationaux.

Ralliements, polarisation et rétrécissement de l'espace civique

D'avantage qu'en 2012, avec le putsch opéré par le capitaine Amadou Haya Sanogo qui avait donné lieu à une division entre « pro » et « anti » pouvoir de transition⁴, la société malienne est en proie à un fort clivage qui structure malgré lui le débat public. D'un côté, des associations et partis politiques⁵ qui se revendiquent comme des soutiens à la transition, acquis au leitmotiv de la « rectification de la trajectoire de la transition » utilisé notamment par le M5-RFP pour légitimer auprès de l'opinion publique le renversement de Bah N'Daw et Moctar Ouane en mai 2021⁶. Ces acteurs ont recours aux mobilisations de rue et s'appuient sur des relais sur internet, principalement sur les réseaux sociaux. Ils articulent leur discours autour de la refondation de l'État et de l'émergence du *Mali Kura*, qui fait écho aux slogans lancés par les manifestants en 1991 contenant la revendication démocratique comme *an të korolen fè fo kura* (« Nous ne voulons plus du vieux, mais du nouveau »). De l'autre, des partis et regroupements politiques ainsi que des activistes qui militent pour un retour à l'ordre constitutionnel normal.

³ La démarche d'enquête a consisté en la conduite d'entretiens de type qualitatif, sur la base d'un guide. La plupart des personnes citées n'ont pas été nommées, sauf lorsqu'elles l'autorisent et/ ou que la citation n'implique pas de mise en danger.

⁴ Gavelle, J., Siméant, J. & Traoré, L., 2013, « Le court terme de la légitimité : prise de positions, rumeurs et perceptions entre janvier et septembre 2012 à Bamako », *Politique africaine*, 2/130, pp.23-46

⁵ Il ne s'agit pas de partis de grande envergure comme ceux qui structuraient auparavant le débat, mais d'autres qui sont montés avec la transition.

⁶ Guichaoua, Y. & Savané, L., 2022, « Mali. Où va la rectification », *Afrique XXI*, 2 août 2022

Si ces deux catégories d'acteurs ne sont pas dans la confrontation directe, du moins pour le moment, c'est que l'atmosphère de tension semble baisser de plus en plus au sein de l'enclave bamakoïse, épigone de la polarisation⁷. Le passage, en septembre 2022, de l'ancien Premier ministre par intérim sur l'ORTM où il a déclaré qu'« il n'y a pas d'ennemis de la transition mais juste des gens qui ont besoin d'être rassurés par des explications », à l'issue d'une rencontre avec le Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel, illustre cette relative baisse des tensions. Cet extrait d'entretien téléphonique avec un enseignant officiant à Kayes est suffisamment éloquent quant à la façon dont le climat sociopolitique est contrasté au Mali :

« La transition est mal partie. Elle a divisé les Maliens entre bons et mauvais. Tous ceux qui osent critiquer les actions du pouvoir sont traités comme des apatrides. »⁸

Les ex-membres du Conseil national pour le salut du peuple (CNSP) et leurs alliés du M5-RFP ont su jouer sur la forte popularité dont ils jouissent dans l'opinion publique pour s'attirer très vite des ralliements. Un récent sondage Afrobaromètre indique que, par exemple, 68% des Maliens « estiment que le pays avance dans la bonne direction », bien que 66% expriment des inquiétudes quant à la situation économique⁹. Plus que tout, ces bons sondages¹⁰ sont assez illustratifs quant à la côte de confiance au plus haut niveau dont se prévaut le pouvoir de transition. Le chef de l'État, le colonel Assimi Goïta, est le plus populaire des acteurs, comme l'ont révélé les résultats du sondage Mali-mètre en mai 2022 : 72% des Maliens lui font confiance.

Les principaux soutiens, sur lesquels s'appuient la transition, se retrouvent notamment au sein de mouvements politiques et de la société civile ou encore d'activistes distillant un discours caractérisé par l'omniprésence de l'affirmation nationaliste. Ces soutiens reprennent la même architecture de militantisme déployée en 2012, lorsque les acteurs mobilisés pour la junte d'Amadou Haya Sanogo se sont regroupés au sein de la Coordination des organisations patriotiques du Mali (COPAM), dont le portage politique était assuré par des intellectuels et acteurs politiques socialistes et/ou marxistes, comme Oumar Mariko¹¹. A l'époque, la coalition mobilisait davantage qu'aujourd'hui autour de valeurs comme l'équité et la justice. Dix ans plus tard, l'un des mouvements de soutien les plus notables de la transition, le mouvement Yerewolo-Debout sur les remparts, d'un point de vue historico-politique, est dirigé par des jeunes issus de ce même berceau au premier chef desquels son leader Adama Diarra, dit « Ben le cerveau ».

Yerewolo-Debout sur les remparts – créé en 2017 et détournement de Yerewolo

⁷ Entretien de l'OCGS, ancien ministre et élu local, Bamako, novembre 2022

⁸ Entretien téléphonique de l'OCGS à Kayes, enseignant, novembre 2022

⁹ Aux yeux des Maliens, le pays va dans la bonne direction même si la situation économique n'est pas satisfaisante, Afrobaromètre, décembre 2022

¹⁰ Lire « Mali-mètre. Enquête d'opinion. Que pensent les Maliens (ne)s? », Friedrich-Bert Stiftung, mai 2022

¹¹ En plus de ces derniers, il faut ajouter des syndicalistes, des associations et des personnalités. La présidence était même assurée par le Secrétaire général de la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM), Hamadoun Amion Guindo, actuellement conseiller au CNT.

Ton qui était dirigé par Boubacar Boré, aligné auprès du CNRDRE à l'époque –, est connu sur la scène bamakoise pour les nombreuses manifestations organisées contre la présence militaire française au Mali. Ce mouvement s'est aussi distingué comme l'un des fervents partisans du rapprochement avec la Russie. Même s'il a été précédé, en cela, par le Groupe des patriotes du Mali (GPM)¹². Outre qu'ils sont passés par ce même giron, les acteurs du mouvement exploitent aussi une fibre panafricaniste en se plaçant dans la lignée de l'activiste Kemi Seba, dont l'arrière-fond idéologique se réclame du kemitisme et du mouvement américain « Nation of Islam ». Ben le cerveau est le jatigi (hôte) de Kemi Séba, qui a récemment été désigné par les États-Unis comme un agent d'influence pour le compte de Moscou¹³.

Les données collectées dans le cadre de cette étude révèlent que la grande majorité des personnes qui soutiennent la transition, 58,5% (dont 9 femmes), sont de la tranche d'âge de 36 ans et plus¹⁴. Ce sont neuf personnes de la tranche d'âge de 18 à 35 ans qui se revendiquent comme des soutiens à la transition. Ces groupes de personnes disent être des soutiens pour une transition réussie dans « l'intérêt supérieur du Mali ». Aussi, appellent-ils à un soutien éclairé et réfléchi et non fondé sur des considérations partisans et du sentimentalisme. Principalement, leur soutien a pour socle le discours souverainiste des autorités de transition.

Des mouvements autoproclamés de la société civile, nés pour certains avant la « rectification » de la transition mais pour beaucoup après, portent le même discours souverainiste dans l'opinion. Les principaux sont : Ben ni Kelenya, Fusi-Mali, Songhoy Ganda, Convention pour le Mali (CPM), Collectif pour la défense des militaires (CDM), Les Transporteurs, Forsat civile sur lesquels viennent se greffer des regroupements comme le Collectif pour la refondation du Mali (Corema), qui a des représentants au sein du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif.

La plupart des personnes interviewées ont également cité l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), puissante organisation syndicale dont le secrétaire général, Yacouba Katilé, occupe le fauteuil de président du Conseil économique, social et culturel. Les positionnements de cette confédération ont connu des fluctuations¹⁵. A la pression exercée durant la première phase de la transition a succédé un front social apaisé avec moins de mouvements de grève des syndicats affiliés à la centrale syndicale au cours des premiers mois de la deuxième phase de la transition.

L'arrivée de Choguel Maïga à la tête du gouvernement, en juin 2021, marque le début du soutien apporté par le M5-RFP en faveur de la transition. Son mouvement

¹² Lire Mali : « La Russie inspire plus confiance que les anciennes puissances coloniales », *Jeune Afrique*, 22 septembre 2021

¹³ Lire « La campagne de désinformation d'Evgueni Prigogine dans toute l'Afrique », *U.S. Department of State*, 4 novembre 2022

¹⁴ Nous avons mené des entretiens auprès d'une centaine de personnes.

¹⁵ Lire « Mali : Yacouba Katilé, le syndicaliste qui met la pression sur les autorités de transition », *Jeune Afrique*, 13 décembre 2020

avait quelques mois auparavant abandonné la revendication après le premier putsch d'une codirection de la transition, qui faisait passer les membres du M5-RFP pour clientélistes. Il s'est finalement rangé dans l'opposition, critiquant un Parlement de transition « illégal » et le manque de volonté de « refondation ». Pendant la seconde phase de la transition, le rapprochement avec les militaires et la gestion du Premier ministre Choguel Maïga qualifiée de « solitaire » par certains responsables du M5-RFP ont fini par approfondir les divisions au sein de la direction du mouvement heteroclite, déjà fragilisé par les querelles intestines. Celles-ci ont débouché sur une fracture avec la création du M5-RFP Mali Kura. Un récit assez récurrent reproche à ces soutiens un positionnement dans une perspective opportuniste, c'est-à-dire pour se faire un promontoire :

« Ce sont ces trois organisations [Yerewolo, UNTM, M5-RFP] qui ont contribué à asseoir ce climat dans le pays, et à en faire un instrument de promotion pour eux. »¹⁶

La prise du pouvoir par le groupe de militaires est intervenue au Mali dans un contexte où les mobilisations citoyennes s'appuient davantage sur les réseaux sociaux et internet que sur les « médias traditionnels ». Malgré le faible taux de pénétration¹⁷ d'internet dans le pays, les médias sociaux, qui ont favorisé une « horizontalisation » de la parole, se sont manifestés des processus d'exercice de contrôle ou de construction de l'opinion qui empêchent le déploiement d'arguments sur fond d'« instrumentalisation et de propagation de fake news »¹⁸. Les multiples médias (web TV, chaînes Facebook) non réglementés sont investis par des individus en quête d'audience et accusés d'exacerber le climat sociopolitique à travers des propos haineux et stigmatisants. Un acteur politique interrogé estime que ces acteurs influencent les décisions et en prédisent même certaines.

Le recours à des animateurs ou influenceurs reprenant les répertoires officiels, qui a bouleversé le paysage informationnel au Mali, est analysé sous l'angle d'une neutralisation des mobilisations citoyennes voire politiques contre les « structures de pouvoir établies »¹⁹. Plus que tout, il s'accompagne d'une tendance au rétrécissement de l'espace civique que plusieurs organisations de défense des droits humains ont pointé : intimidations et harcèlement judiciaire, arrestations et tentatives d'arrestations visant les personnes ayant exprimé des opinions alternatives²⁰.

« On ne comprend pas qu'on en vienne même à violer la liberté de presse, d'expression et d'opinion. Il y a des atteintes énormes. Il y a les cas de Joliba TV News, Oumar Mariko, Kaou Djim. Cela ne participe pas à rassembler malgré le soutien qu'on porte à la transition. Ce sont des complications qui s'ajoutent les unes aux autres.²¹»

¹⁶ Entretiens de l'OCGS à Bamako, novembre 2022

¹⁷ Le pays se distingue toutefois par une faible pénétration de l'internet où à peine un tiers de la population y a accès. Et, les villes utilisent davantage internet et les réseaux que les milieux ruraux. Voir également Étude sur le digital au Mali, Communautés des blogueurs du Mali (Doniblog), octobre 2022. Le taux en 2022, s'élevait à 29,9%, alors que 2,15 (10,2%) utilisaient les médias sociaux avec une dominante déclarée de WhatsApp (29,65%), Facebook (26,01%) sans oublier l'emprise très forte de TikTok.

¹⁸ Entretien de l'OCGS à Bamako, dirigeant de parti politique, novembre 2022

¹⁹ Étude sur le digital, Doniblog, octobre 2022

²⁰ Lire « Le rétrécissement de l'espace civique et démocratique au Mali est très inquiétant », Avocats sans frontières Canada, 11 août 2022

²¹ Entretien de l'OCGS, dirigeant de parti politique, Bamako, novembre 2022

Vers un essoufflement des soutiens?

Depuis plusieurs mois, des voix dissonantes s'élèvent de plus en plus pour dénoncer certaines décisions, et les récentes sorties de Adama Diarra témoignent du fléchissement de la tendance et édifient sur la hausse du mécontentement. A titre d'exemple, le récent communiqué de Yerewolo dans lequel sont étalées des récriminations à l'égard du pouvoir de transition. Les griefs ont trait, entre autres, « à la prolongation de l'âge de la retraite des magistrats de la Cour suprême en fonction de leur mandat », « l'augmentation du budget de fonctionnement des institutions », « la corruption et le manque d'organisation du commerce et de projet de productivité [qui] sont les premiers facteurs de la cherté de la vie au Mali »²².

Les difficultés économiques pourraient expliquer la perte de vitesse des soutiens les plus farouches. Ces derniers semblent moins audibles qu'avant, nourrissant le sentiment qu'ils sont « rattrapés par le principe de la réalité »²³. Un ancien ministre ayant milité dans l'une des plus grandes formations politiques du pays souligne :

« Les autorités ont dit qu'on allait refonder le Mali. Mais, c'est de la continuité dans le changement. Par exemple, l'avant-projet de Constitution qui a été présenté au Président de la Transition n'est qu'un recueil des anciennes propositions. S'agissant de la lutte contre la corruption, il n'y pas eu de véritables changements, les anciennes pratiques perdurent. Enfin, la rhétorique de « L'armée monte en puissance » est devenu un slogan creux pour les gens. Il y a des résistances qui se mettent en place. Les militaires ne comprennent pas la résistance et ils gèrent le pays comme un camp militaire. Le chef décide, les autres exécutent. C'est cela qui porte les germes de la confrontation. Les logiques qui sont là ne sont que des logiques de confrontation.²⁴»

Enfin, au sein de la branche du M5-RFP proche du Premier ministre Choguel Maïga, des voix ont dénoncé les insuffisances de la gouvernance de la Transition. Ainsi, en plus de certaines organisations de la société civile se plaignant de la vie chère dans le pays et multipliant les déclarations et préavis, un des membres du Comité stratégique du M5-RFP, Abdel Kader Maïga, est monté au créneau. Dans une sortie médiatique devenue virale sur les réseaux sociaux, cette figure du mouvement, par ailleurs ressortissant de Gao, a attiré l'attention sur l'insécurité grandissante dans les zones rurales qui continuent de subir les violences des groupes armés : «[...] Les terroristes donnent des ultimatums à un village entier qu'il déguerpisse avant deux ou trois jours. Ainsi, certains abandonnent tout

²² Communiqué de Yerewolo–Debout sur les remparts, samedi 12 novembre 2022

²³ Entretien de l'OCGS, acteur politique, Bamako, novembre 2022

²⁴ Entretien de l'OCGS, ancien ministre à Bamako et ancien secrétaire général de la présidence, Bamako, novembre 2022

sous la menace des terroristes [...] Au niveau de la ville de Gao, je n'ai pas pu aller dormir chez moi à cause de l'insécurité. »

Ces propos, qui ont été largement repris par d'autres activistes proches du M5-RFP, montrent que les autorités de transition n'ont pas pu améliorer de façon substantielle la situation sécuritaire ni rétablir la présence de l'État dans les territoires affectés par les violences armées. Ainsi, les autorités de la transition maliennes sont-elles confrontées, depuis quelques semaines, aux premières véritables épreuves du pouvoir sur le plan interne. D'une part, l'absence prolongée du Premier ministre Choguel Maïga a semé le doute dans l'esprit de certains partisans du M5-RFP et, d'autre part, les défis conjoncturels sur le plan économique, social et sécuritaire ont été les catalyseurs du sentiment d'effritement des soutiens à la transition.

Parallèlement, l'environnement politique reste caractérisé par le silence des acteurs politiques. Leur éclipse est très souvent associée, par certains interlocuteurs, à la peur de faire les frais de la lutte contre la corruption dans un contexte où des voix appellent à une « purge judiciaire ». En septembre 2021, le ministre de la Justice, Mahamadou Kassogué, en visite au Pôle économique et financier, avait déclaré : « Il faut engager une lutte contre la corruption et la délinquance financière sans état d'âme ». Ces propos intervenaient après la soumission par le gouvernement au CNT de plusieurs projets proposant une modification du code de procédure pénale, le statut de la magistrature, ainsi que « le décret fixant le ressort des juridictions et déterminant le Parquet général d'attache des parquets des tribunaux de grande instance et des parquets des tribunaux d'instance ».²⁵

Le rapport de présentation du Pôle, que nous avons pu consulter, s'ouvre sur un réquisitoire dans lequel la corruption et la délinquance financière sont dénoncées comme des maux qui « minent [la] société et sapent les projets de développement entrepris par les autorités ». Les nombreuses actions pour les endiguer ont accouché d'une panoplie de structures, parmi lesquels les pôles économiques et financiers, le Vérificateur général, l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite. Malgré toutes ces structures, insiste le rapport, les infractions se sont davantage complexifiées, impliquant souvent des ramifications à l'étranger à travers les processus de blanchiment de capitaux et de recouvrement des avoirs criminels. Devant le CNT, en août 2021, Choguel Maïga avait promis une « gouvernance de rupture et d'exemplarité », tout en annonçant une « lutte implacable » contre l'impunité et la corruption qui ont conduit à la « déliquescence de l'État ».²⁶

²⁵ Ces modifications ont été motivées par le projet d'institution d'un Pôle économique et financier unique à compétence nationale.

²⁶ Lire « Mali-Adama Sangaré arrêté : opérations mains propres ou chasse aux sorcières ? », Jeune Afrique, 6 août 2021

Un contexte de fortes attentes

Le pouvoir de transition, dans la ferveur populaire qui a accompagné le coup de force militaire d'août 2020, a promis des changements en profondeur dans la gouvernance du pays. En 2020, le pouvoir du président IBK avait été fortement fragilisé par la dégradation du contexte sécuritaire ainsi que la litanie d'affaires de corruption de son entourage sur fond d'impunité. Ces deux questions, la sécurité et la justice, pour lesquelles le président était fortement attendu à son élection en 2013, ont fini par cristalliser les mécontentements et favorisé le soulèvement ayant conduit à sa chute quelques mois après sa réélection, en 2018. A la faveur de la transition, de nombreux maliens ont nourri l'espoir sur la fin de l'impunité, l'amélioration des conditions de vie et la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Si l'analyse de l'environnement politique et social malien en cette période de transition fait ressortir des attentes et des défis multiformes, quelques éléments méritent une attention particulière. D'abord, les attentes au sujet d'une meilleure distribution de la justice et la lutte contre l'impunité était une demande forte des Maliens. A ce niveau, conscients qu'une bonne partie de leur légitimité repose sur la prise en charge de cette demande, dès les premiers mois de la transition les autorités ont affiché une volonté politique dans ce sens. Des arrestations ont visé des responsables du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta en lien avec les affaires dites de l'acquisition du Boeing présidentiel et des contrats d'armements surfacturés²⁷.

Sous IBK, le phénomène des détournements avait touché le financement des Forces armées maliennes (FAMA)²⁸. En l'absence d'un audit de la loi d'orientation et de programmation militaire, certains interlocuteurs estiment qu'il est difficile de convaincre quant à la sincérité de la lutte contre la corruption²⁹. Pourtant, le narratif de l'audit de cette loi a été utilisé pour justifier le renversement de Bah N'Daw et de son premier ministre Moctar Ouane, en mai 2021. L'objectif opérationnel fixé à cette loi était de disposer, en 2019, d'une chaîne de commandement idoine, avec des FAMA en mesure de faire face à un conflit sur le territoire, et le pays devait être en mesure de déployer un bataillon formé aux OMP³⁰.

A l'époque, pour rappel, ces affaires avaient révélé avec acuité le problème lié à l'assainissement des finances publiques et de lutte contre la corruption qui, malgré les discours, souffrent d'un manque de volonté politique. Pendant que certains de ces prévenus attendent toujours d'être jugés, le constat dressé par certains interviewés est désabusé quant à la « rupture » attendue et au motif

²⁷ Mahamadou Camara, Bouaré Fily Sissoko et Soumeylou Boubeye Maïga (décédé le 21 mars 2022).

²⁸ Lire « Paris-Bamako, les non-dits de la passe d'armes », *Afrique XXI*, 12 novembre 2021

²⁹ Il se raconte que l'audit a été effectué.

³⁰ « Forces armées africaines, 2016-2017 », Laurent Touchard, 2017

qu'une « corruption énorme s'est installée à la tête du pays »³¹.

Malgré cette volonté affichée des autorités de la transition, à Bamako, les rumeurs de népotisme et de détournements continuent de jalonner la vie politique. En août 2022, la presse s'est fait l'écho de ce qu'elle qualifie de « détournement de procédure » dans l'attribution d'un marché de BTP de 24,2 milliards de francs CFA³². Selon le rapport 2021 du Bureau du vérificateur général (BVG), 18 dossiers ont été transmis à la section des comptes de la Cour suprême et 22 autres dénoncés aux procureurs en charge des pôles économiques. Il n'en demeure pas moins que le système judiciaire malien est en proie à des dysfonctionnements et des insuffisances : problèmes d'engorgements, de corruption, de manque de confiance des justiciables et de sous-financement.

L'un des scandales les plus emblématiques est celui des logements sociaux qui, en février 2022, a éclaboussé le ministre de l'Habitat, chargé du dossier, tout comme le Premier ministre. Alors qu'ils étaient destinés « aux populations à revenus faibles et intermédiaires », de noms d'individus proches de membres du gouvernement ont bénéficié de ces logements, ce qui a amené le président de la Transition à monter au créneau pour ordonner l'annulation de la liste des bénéficiaires. Un dirigeant politique, soutien de la politique du pouvoir de la transition à destination des partenaires du Mali, se montre critique :

« Les dispositions pouvaient être prises sur la question des détournements. Des ministres à remercier sur la question des logements, la gestion des engrais. Nous ne sommes pas arrivés à cette rupture que nous demandions. C'est du "IBK sans IBK". L'État continue dans les mêmes pratiques mafieuses (corruption, népotisme, détournements). Et cela n'augure pas d'un avenir calme.»³³

Ensuite, sur le plan de la gouvernance politique et économique, la hausse des prix dans un contexte inflationniste mondial auquel il faut rajouter les effets de l'impact de six mois d'embargo de la Cedeao et de l'Uemoa demeure l'un des sujets les plus critiques. Le gouvernement a mis en place une commission interministérielle de lutte contre la hausse des prix et la facilitation de l'approvisionnement en intrants agricoles et produits de première nécessité. La mise en place d'une telle architecture, rattachée à la primature au lieu du ministère du Commerce, illustre que le pouvoir de transition a pris la mesure de l'ampleur de la situation³⁴.

Dans la région de Sikasso, à la question des engrais s'est ajoutée, la hausse des prix des denrées de première nécessité dans un contexte où des observateurs parlent de spectre d'une insécurité alimentaire à cause de la baisse de la production, des incendies de récoltes³⁵. Dans une région comme Kayes, la flambée concerne le transport, en plus des denrées de grande consommation. Sur l'axe Bamako-

³¹ Entretien de l'OCGS à Bamako, observateur de la vie politique malienne, novembre 2022

³² Lire « 24,2 milliards de marché improbable, par détournement de procédure au ministère de la Sécurité et de la Protection civile », 22 Septembre, 25 août 2022

³³ Entretien de l'OCGS, Bamako, novembre 2022

³⁴ Le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé, le 19 novembre, que la tendance des prix était stable outre que le gouvernement a réduit les taxes pour faire baisser les prix.

³⁵ Entretien téléphonique avec le président de la jeunesse d'un parti politique, novembre 2022

Kayes, où les usagers sont exposés à des risques d'attaques, les tickets de bus sont passés de 8000 francs à 12 000 francs³⁶. A Mopti, le sac de riz coûte 55 000 francs CFA, tandis que celui du mil est à 30 000 francs CFA, « du jamais vu depuis les indépendances »³⁷. L'augmentation du prix des denrées vient s'ajouter à une situation déjà très précaire pour les ménages ruraux maliens, qui pâtissent des conséquences conjuguées du conflit et du changement climatique.

La conférence sociale, tenue en octobre dernier, entretenait les espoirs d'un apaisement de la colère syndicale. D'après le secrétaire administratif de l'Union nationale des travailleurs, Issa Bengaly, elle a été organisée « pour dresser un état des lieux des maux qui gangrènent le monde du travail »³⁸. Une recommandation emblématique de la conférence est d'aller vers une trêve et un pacte de solidarité national. Mais le pacte et la trêve, précise-t-il, ne seront pas préjudiciables aux acquis antérieurs, et « il ne faut pas que l'État en profite pour dire qu'il n'y aura pas de grève au Mali ». Si aucun préavis n'est venu de l'UNTM à ce jour, une cascade de préavis de grève et de grève a suivi ceux des magistrats et des élèves et étudiants : ils concernent les secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice³⁹.

Un manque d'anticipation de la demande sociale comporte le risque d'un durcissement du régime. Les perspectives, d'un point de vue économique et social, n'inspirent pas la quiétude à certains économistes qui tablent même sur une résurgence des revendications si rien n'est fait dans six mois. En mai 2022, la Banque mondiale avait revu à la baisse les perspectives économiques à l'horizon 2022, « soumises à des risques baissiers importants » à cause des sanctions économiques et financières de la Cedeao et de l'Uemoa, sans écarter le risque d'une éventuelle récession⁴⁰.

Enfin, sur le plan sécuritaire, la situation évolue en dents de scie. Les multiples déclarations des autorités maliennes mettent en avant le récit d'une situation sécuritaire qui s'améliore grâce à ce qu'elles appellent la « montée en puissance » des Forces armées maliennes (FAMA). En entretien, un interlocuteur à Mopti affirme que l'armée a sécurisé une bonne partie de la zone exondée de Mopti, auparavant en proie à des attaques, facilitant la circulation des personnes et des biens. Les tueries liées aux conflits locaux ont diminué⁴¹. Mais l'insécurité continue de mettre à mal les écoles et les structures de santé en manque de personnel, de médicaments, d'infrastructures⁴².

« Je constate que la sécurité est en train de s'améliorer, les Forces de défense et de sécurité sont dans une dynamique positive. Les paysans ont pu cultiver cette année, on espère qu'il y aura également des récoltes. Les vols de bétail ont beaucoup diminué de même que les tensions entre les communautés. »

³⁶ Entretien téléphonique à Kayes, enseignant, novembre 2022. D'après cette enquête, le sac de 50 kilos de riz est à 12.000 F CFA, le kilo du sucre à 700 et le fonio à 1 200 FCFA le kilo. Le prix de collage des pneus des motos à deux roues a passé de 250 Fcfa le trou à 500 Fcfa à Kayes.

³⁷ Entretien téléphonique de l'OCGS avec un cadre de l'Union pour la République et démocratie (URD), Mopti, novembre 2022

³⁸ Entretien de l'OCGS, Bamako, novembre 2022

³⁹ La synergie des syndicats signataires du 15 octobre 2016 (qui n'a pas participé à la conférence sociale) a annoncé une grève de trois jours, à partir du 14 décembre, pour l'application de l'article 39. Les autres préavis viennent du Collectif des syndicats du CHU du Point-G, la section syndicale de la justice du syndicat des travailleurs de l'administration publique. A Kadiolo et Sikasso, les écoles publiques et privées sont en grève.

⁴⁰ Note sur la situation économique du Mali : renforcer la résilience en période d'incertitude – renouveler le contrat social, Banque mondiale, 25 mai 2022

⁴¹ Entretien téléphonique de l'OCGS, agent d'une mission gouvernementale, Mopti, novembre 2022

⁴² Entretien téléphonique de l'OCGS avec un cadre de l'URD, Mopti, novembre 2022

En octobre 2022, le rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Mali indiquait que, malgré les opérations militaires pour stabiliser, les conditions sécuritaires continuent de se dégrader dans le « centre du Mali » – une appellation utilisée par les médias et des acteurs depuis quelques années⁴³ – sous l'effet des actions violentes perpétrées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, JNIM en arabe, affilié à Al-Qaïda) et ses groupuscules satellites.

La fourniture des services sociaux de base aux populations et le rétablissement de l'autorité de l'État s'en trouvent malmenés : en août dernier, dans les régions de Mopti et de Ségou, seuls 29% des représentants de l'administration (gouverneurs, préfets et sous-préfets) étaient présents⁴⁴. Dans la zone dite des trois frontières, la détérioration de l'environnement sécuritaire s'est aggravée, dans le sillage de l'offensive lancée par l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS), entraînant une augmentation du nombre de victimes civiles. L'État islamique dans le grand Sahara (EIGS)⁴⁵ et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principaux moteurs des violences dans ces espaces, se livrent une guerre d'influence dans les régions de Gao et de Ménaka où la configuration sécuritaire a subi des transformations. Les affrontements entre groupes armés se réclamant du djihad, outre qu'il pose la question du contrôle territorial, illustrent une érosion continue du pouvoir des autorités de transition et une remise en cause même de l'armée en tant qu'institution détenant le monopole de la violence légitime dans ces espaces.

Un interviewé avance que malgré le renforcement des capacités de l'armée par l'achat des équipements, qui témoignerait de la volonté des autorités maliennes de « faire bouger les choses »⁴⁶, les avancées sont maigres dans le domaine sécuritaire dans la région de Gao et de Ménaka. Il prédit une recrudescence de la violence armée dans les régions du nord et du centre entraînée par la menace « terroriste », alors que les groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation (APR), notamment la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), dénoncent l'inaction de l'État.

Autre région, autre réalité : à Sikasso, malgré les opérations militaires, les groupes armés continuent de s'implanter notamment dans les zones montagneuses comme Danderesso, Faraguan (Klela), Koutiala, Yorosso jusqu'à la frontière avec le Burkina Faso. Ces localités ne sont pas épargnées par leur activisme, qui perturbe la production agricole et l'exercice des activités génératrices de revenus, en plus de ne pas arranger la présence des autorités administratives (préfet, sous-préfets) de plus en plus ciblées⁴⁷. Or, l'absence des autorités présente le désavantage d'inspirer un sentiment d'abandon aux populations, notamment dans les zones rurales, peu impliquées dans les stratégies de sortie de crise⁴⁸. Dans ces milieux ruraux, loin de l'armée, les populations sont contraintes de

⁴³ Une appellation utilisée par les médias, le monde de la recherche et les acteurs politiques depuis le début du conflit en 2012 pour désigner une large région aux contours géographiques flous, d'abord confinée à la région de Mopti (selon les anciennes régions) et désormais aux régions de Mopti et Ségou.

⁴⁴ Rapport du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité sur la situation au Mali, octobre 2022

⁴⁵ L'EIGS est désormais présenté dans la propagande de l'EI comme une wilaya, province, à part entière de l'organisation, sous le nom El Sahel.

⁴⁶ Entretien téléphonique de l'OCGS, cadre d'ONG, Gao, novembre 2022

⁴⁷ Entretien de l'OCGS, chercheur en sciences sociales, Bamako, novembre 2022

⁴⁸ Entretien téléphonique de l'OCGS, consultant indépendant, Tombouctou, novembre 2022

signer des accords locaux de paix avec les groupes qualifiés de djihadistes, comme c'est le cas dans les régions du centre du Mali⁴⁹.

L'environnement sécuritaire reste caractérisé par la persistance de la menace extrémiste violente et l'absence de l'administration. En un an, l'intensité de la violence, qui cible les dispositifs militaires, a augmenté entre juin 2021 et juillet 2022 (Rapport trimestriel du secrétaire général de l'ONU). Ainsi, l'année 2022 est considérée, au Sahel de façon générale, comme étant la plus meurtrière. Les populations civiles paient un lourd tribut, victimes de représailles des groupes extrémistes violents, de déplacements massifs et des actions menées par des Forces armées et des « instructeurs russes » en lien avec les accusations d'exactions portées contre ceux-ci.

Dans les mois à venir, les risques d'assister à un élargissement du périmètre de l'implantation des groupes sont élevés, notamment dans les régions de Ménaka et de Gao prises dans une spirale de violence. L'aggravation de la situation sécuritaire pourrait découler du fait que les acteurs producteurs de la violence sont divers, outre que leur agenda diffère. En plus des groupes extrémistes violents, la violence à l'œuvre est aussi le fait des groupes criminels sans projet politique, des milices d'autodéfense nombreuses dans la région⁵⁰.

Reste aussi que la crise n'est pas que sécuritaire mais aussi politique. L'instabilité sur le plan politique met à nu les failles en matière de gouvernance. Avec les ruptures qu'a connues le Mali depuis 2020, et le climat sociopolitique délétère qui s'est installé, des mouvements de colère populaire pourraient contribuer à davantage aggraver l'instabilité à la fois politique et sécuritaire. Le contexte actuel comporte les germes de forte instabilité politiques à Bamako, qui, conjuguée à l'instabilité crise sécuritaire, notamment dans les espaces ruraux, peut rendre la situation difficile, dans les semaines et mois à venir. Les tensions au sein de l'appareil sécuritaire sont pour le moment maîtrisées, mais leur résurgence représente un risque réel pour la stabilité du pays. De nouveaux équilibres politiques sont en construction à la tête de l'État, mais ils s'annoncent fragiles.

Les Perspectives

Après plus de deux ans de transition et à moins d'une année et demie de la présidentielle, le Mali est à nouveau à la croisée des chemins. Si les autorités de transition sont parvenues à susciter un véritable engouement populaire, elles devraient se garder de tout triomphalisme au risque de compromettre les fragiles

⁴⁹ Cartographie des conflits, des groupes armés et des accords locaux dans le centre du Mali – Note d'analyse, OCGS [à venir], 2022

⁵⁰ Lire « Sahel–Niagalé Bagayoko : à Ménaka, "une intervention beaucoup plus massive requise pour contrer l'offensive de l'EIGS" », Analyse de la semaine, septembre 2022

acquis enregistrés. À titre d'exemple, la mise en place de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) est aujourd'hui contestée. En procédant par tirage au sort, à la désignation des représentants des partis politiques, ces derniers estiment que le gouvernement s'écarte de la loi électorale. Cette affaire a déjà suscité des plaintes devant la justice⁵¹. Un enseignant, basé à Kayes et interrogé par téléphone par l'OCGS, insiste sur le fait que la composition de l'Aige pourrait constituer une source de crise et pointe le fait que sur 15 membres, 8 sont désignés par les pouvoirs publics, émettant ainsi des réserves quant à l'indépendance de la structure⁵².

Cette omniprésence de l'exécutif dans le dispositif, en l'occurrence le chef de l'État, suscite des inquiétudes sur l'impartialité et l'indépendance du nouveau mécanisme de gestion des processus électoraux. Encore plus important, le sentiment de marginalisation éprouvé par certains acteurs politiques alimente des doutes au sujet de la volonté proclamée par les autorités de sortir le pays de la transition. L'intention est prêtée de plus en plus aux autorités actuelles de s'acheminer vers une confiscation du pouvoir, et les tenants de cette thèse en veulent pour preuve le déploiement de militaires dans tous les démembrements de l'État et la militarisation de la police. Les militaires qui ont pris le pouvoir auraient un désir de vengeance politique et sociale, « après avoir pris des coups sur le terrain et dans leur environnement »⁵³.

Autre motif d'inquiétude : l'élaboration d'une nouvelle Constitution dont l'avant-projet a provoqué l'ire de certains partis politiques. Alors que la Commission a assuré avoir tenu des échanges avec toute la classe politique, nombreux ont été ceux qui se sont sentis lésés par le processus. L'un d'entre eux évoque un « manque de respect et de consultation de la classe politique »⁵⁴. Pour une partie de ces acteurs, la Constitution doit traduire des visions politiques. De ce fait, ils estiment que le président de transition, le colonel Assimi Goïta, devait réunir la classe politique pour donner des orientations avant l'installation de la commission technique de rédaction⁵⁵. Cependant, il est important de préciser que la Constitution n'est pas simplement un compromis entre acteurs politiques, c'est aussi un contrat social et un pacte entre gouvernants et gouvernés. À ce titre, l'implication des forces politiques est importante, mais le processus doit impérativement tenir compte des autres segments de la société.

Dans un contexte marqué par une diversité d'enjeux et de luttes, l'avant-projet de Constitution va être un marqueur de la polarisation du débat politique dans les mois à venir. Il est fréquent d'entendre des interlocuteurs pointer le fait que la Constitution actuelle ne prévoit pas une nouvelle Constitution mais plutôt une révision, et l'avant-projet soumis aux autorités de transition commence déjà à susciter des remous⁵⁶. Comment le débat sur le référendum sera-t-il mené ?

⁵¹ Une plainte émane du Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel et une autre de l'association Droits de l'Homme au Quotidien.

⁵² Entretien téléphonique, Kayes, novembre 2022

⁵³ Entretien de l'OCGS, observateur politique, Koulikoro, novembre 2022

⁵⁴ Entretien de l'OCGS, acteur politique et ancien ministre, Bamako, novembre 2022

⁵⁵ Entretien de l'OCGS à Bamako, novembre 2022

⁵⁶ Entretien téléphonique, Cadre du Rassemblement pour le Mali, Kayes, novembre 2022.

Plusieurs scénarios sont esquissés par des acteurs et observateurs politiques. La première possibilité qui s'offre au pouvoir de transition est de trouver un *modus operandi* autour de l'avant-projet de la nouvelle Constitution. La deuxième possibilité pourrait consister en un passage en force pour soumettre la Constitution au référendum et, en cas de victoire du oui, se débarrasser de la Constitution en vigueur : ce qui équivaldrait, selon un observateur de la vie politique malienne, à un « troisième coup d'État ». Enfin, une autre option serait de renoncer à la réforme constitutionnelle pour se limiter aux réformes électorales et aux élections.

*« La gestion du temps est très délicat dans une transition. Plus une transition traîne, moins elle est à l'abri des soubresauts. La politique comporte beaucoup d'incertitudes. Et tout cela dépend aussi de la géopolitique (guerre en Ukraine, instabilité dans les pays environnants...) »*⁵⁷

Au regard de ce qui précède, il est urgent et nécessaire que les autorités actuelles renouent avec le dialogue. A ce sujet, les trois recommandations, ci-dessous, méritent une attention soutenue.

Éviter l'escalade

De plus en plus, des acteurs au sein du personnel politique et même en dehors de ce champ n'hésitent plus à évoquer le risque d'une confrontation, entre le pouvoir de transition et les appareils politiques voire au-delà. Une grande inquiétude est exprimée au sujet de la tenue des délais des élections et du chronogramme des réformes politiques et institutionnelles par certains, qui proposent de revoir le périmètre de celles-ci : aller vers des réformes *a minima*.

Ainsi, les tensions pourraient se cristalliser autour du non-respect du chronogramme électoral par les autorités de transition. La prolongation de la transition avait déjà conduit à un report du scrutin présidentiel prévu initialement en février 2022. Certains acteurs politiques expriment, pour l'instant en privé, leur crainte de voir un nouveau glissement du calendrier en l'absence d'une amélioration significative de la situation sécuritaire et d'avancées concrètes dans les préparatifs des différents scrutins.

« Les acteurs sont conscients que c'est un danger quand on se projette. Si la tendance actuelle se poursuit, ils partent perdants, il n'y aura pas d'élections, ou alors les militaires vont mettre les partis hors du jeu politique. Les partis sont dans l'inaction. Que faire face au danger ? Il faut qu'ils se regroupent et se fassent

⁵⁷ Entretien de l'OCGS avec un observateur de la vie politique, Bamako, novembre 2022

entendre. L'effort aujourd'hui, la seule voie pour sortir, c'est le compromis. Aller les uns vers les autres, faire des compromis, pas la compromission. C'est quoi l'essentiel ? C'est de faire partir les militaires et revenir dans une dévolution démocratique du pouvoir avec les élections.»⁵⁸

Dans un pays en crise, traversé par de multiples clivages, la faiblesse des garde-fous institutionnels représente un grave danger. Une éventuelle confrontation pourrait se révéler préjudiciable pour la cohésion sociale et l'unité nationale. Nombre d'interviewés avancent qu'une médiation devrait être menée entre l'attelage politico-militaire au pouvoir et les partis politiques pour une sortie pacifique. Il semble manquer des « supports » de médiation crédibles :

« On a tout brûlé. Cela était possible en d'autres époques. Nos chefs religieux se sont brûlés les ailes, personne ne les écoute. Ceux qui sont visibles ne sont pas crédibles.»⁵⁹

Reste que cette cohésion interne est l'un des moyens de rassurer les partenaires internationaux déjà méfiants face à ce que certains considèrent comme une volonté de plus en plus affirmée de dresser le Mali contre tous :

« On va créer une société explosive qu'on ne pourra plus contrôler. C'est dangereux tout ça. Le Président Goïta doit prendre la main et montrer le bon cap. Rassembler autour d'un dialogue.»⁶⁰

Renouer le dialogue politique

En décembre 2021, le discours officiel de légitimation des Assises nationales de la refondation en a fait une occasion de jeter les bases d'un nouvel État. Les résolutions qui en sont issues auraient pu être une base de refondation si les autorités maliennes avaient pu convaincre les deux coalitions signataires de l'APR ainsi que les partis politiques qui ont opté pour la politique de la chaise vide.

La recommandation qui a le plus retenu l'attention est la durée de la transition, renforçant la thèse que ces assises avaient été organisées juste pour proroger la transition, comme le craignaient les acteurs politiques qui avaient refusé de participer. Cette rencontre a recommandé, entre autres, l'élaboration d'une nouvelle Constitution. L'avant-projet de ce document, soumis aux autorités il y a quelques semaines, risque de polariser au cours des prochains jours le débat politique et constituer un autre sujet de tensions, après la composition de l'Aïge

⁵⁸ Entretien de l'OCGS, ancien ministre, Bamako, novembre 2022

⁵⁹ Entretien de l'OCGS, Observateur de la vie politique, Bamako, novembre 2022

⁶⁰ Entretien de l'OCGS, dirigeant du Cadre, Bamako, novembre 2022

attaquée par des organisations devant la justice. Or, faute de consensus, un référendum pourrait difficilement se tenir. Et l'un des enjeux reste l'organisation d'élections crédibles et transparentes pour permettre un retour à l'ordre constitutionnel.

Une crise post-électorale, dont la crainte est sans cesse exprimée, entacherait tous les efforts de la transition. Ainsi, l'urgence s'impose au Mali d'apaiser le climat social et politique pour permettre le dialogue et une réelle compétition politique.

Engager une dynamique nationale autour de la mise en œuvre du chronogramme de la transition

A moins de 4 mois du référendum et à plus d'une année de la présidentielle, l'insécurité peine à être circonscrite dans le pays. En plus du Nord et du Centre, ce sont d'autres localités au Sud et à l'Ouest du pays qui sont en proie à une confluence d'attaques qualifiées de « terroristes ». Pour rappel, en 2020, les élections législatives n'avaient pu être organisées dans de nombreuses localités du Centre et du Nord du Mali à cause de l'absence de l'administration ou des menaces des groupes armés.

En plus de l'insécurité, les défis opérationnels liés à l'organisation des élections à venir sont encore plus importants que ceux des années précédentes. Il s'agit de la question du fichier, qui a été toujours au cœur de la contestation par les acteurs politiques.

Ensuite, la présence de l'administration sur toute l'étendue du territoire : sur ce point, une nouvelle étape devra être franchie dans le cadre de l'opérationnalisation des nouvelles circonscriptions créées. Il convient d'avancer également sur les questions liées à la présence effective de l'armée malienne sur toute l'étendue du territoire, à la démobilisation, au désarmement et à la réinsertion des groupes armés. Aussi, s'agira-t-il pour les autorités de la transition de réussir à établir une relation constructive avec toutes les forces vives de la nation.

Enfin, le coût des élections, rarement prévu par le budget national et que le Mali seul pourrait difficilement prendre en charge. Il est à rappeler que celles de

2013 ont été organisées dans un contexte de conflit au Nord après la signature d'un accord préliminaire à Ouagadougou avec les groupes armés. Même si le processus électoral n'a pas été satisfaisant partout, tout le pays a pu participer aux élections.



Cette note a été réalisée avec l'appui financier de la Fondation Friedrich Ebert (FES). Son contenu ne reflète nullement la position de la FES.



Observatoire Citoyen sur la
Gouvernance et la Sécurité



Penser et agir ensemble !



Observatoire Citoyen sur la
Gouvernance et la Sécurité

Rue 132, Porte 804, Badalabougou SEMA II
Bamako, Mali

contact@observatoire-gouvernance.org
(+223) 44 90 60 19
www.observatoire-gouvernance.org

